

## Revenus des ménages ouvriers

Van den Eeckhout, Patricia; Scholliers, Peter

*Published in:*

Encyclopédie de l'histoire des femmes en Belgique, 19e-20e siècles

*Publication date:*

2018

*License:*

Unspecified

*Document Version:*

Final published version

[Link to publication](#)

*Citation for published version (APA):*

Van den Eeckhout, P., & Scholliers, P. (2018). Revenus des ménages ouvriers. In E. Gubin, & C. Jacques (Eds.), *Encyclopédie de l'histoire des femmes en Belgique, 19e-20e siècles* (pp. 506-510). Racine.

### Copyright

No part of this publication may be reproduced or transmitted in any form, without the prior written permission of the author(s) or other rights holders to whom publication rights have been transferred, unless permitted by a license attached to the publication (a Creative Commons license or other), or unless exceptions to copyright law apply.

### Take down policy

If you believe that this document infringes your copyright or other rights, please contact [openaccess@vub.be](mailto:openaccess@vub.be), with details of the nature of the infringement. We will investigate the claim and if justified, we will take the appropriate steps.

Encyclopédie  
d'histoire des  
FEMMES

Belgique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles

sous la direction d'Éliane Gubin et Catherine Jacques  
avec la collaboration de Claudine Marissal

***Racine***

obtenir des diplômes. Toutefois, malgré leurs efforts, les congrégations s'adaptent assez difficilement aux mutations profondes que connaissent les soins de santé, avec l'extension de la sécurité sociale, la professionnalisation des tâches, le *leadership* croissant des médecins et la reprise de la gestion hospitalière par des managers. Amorcée dans l'entre-deux-guerres, la laïcisation du secteur s'accroît avec la crise des vocations. À partir des années 1960, les sœurs se dégagent progressivement des institutions publiques et privées pour affronter un autre défi : le vieillissement de leurs communautés.

PW

Tihon A., « Les religieuses en Belgique du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Approche statistique », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 7, 1976, p. 1-54 ; Velle K., « Église, médecine et soins de santé au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle », in Depuydt J. et al., *Caritas et la FIHW. Un demi-siècle de vie hospitalière 1938-1978-1988*, Namur, FIHW, 1988, p. 35-58.

► **Église catholique ; Religieuses contemplatives ; Religieuses enseignantes**

## Revenus des ménages ouvriers

Le budget familial indique les revenus et les dépenses d'une famille au cours d'une période déterminée (une semaine, un mois ou un an). Il informe sur les sources de revenus (salaires, allocations...), les dépenses (nourriture, vêtements...), les excédents et les déficits. Il permet de déterminer la part de chaque membre de la famille aux revenus du ménage et la répartition de l'argent entre les différents postes. Les premières enquêtes belges concernant le budget familial datent des années 1840, mais ces études ne se développent véritablement que pendant l'entre-deux-guerres, lorsque les résultats sont utilisés pour calculer l'index des prix du commerce de détail.

La contribution de la femme au budget familial est explicitement envisagée à partir des années 1890. Dans la revue *La Réforme sociale* de 1891 et 1892, Armand Julin, statisticien et adepte de Frédéric Le Play, compare les résultats de l'enquête budgétaire de 1891 à ceux de l'enquête menée par Édouard Ducpétiaux en 1853. Il établit que la contribution de la femme mariée aux revenus du ménage est passée de 10,6 à 1,8 %, diminution qu'il attribue à une chute du travail salarié des femmes mariées et au caractère irrégulier de leur travail, rendus possibles l'un et l'autre grâce à l'augmentation générale et sensible du

pouvoir d'achat des salaires masculins. Par conséquent, le travail salarié des femmes mariées (et principalement le travail en usine) n'est plus seulement désapprouvé parce qu'il mène à la désintégration de la famille, mais aussi, selon Julin, parce qu'il est devenu superflu. L'idéal du *male breadwinner*, l'homme pourvoyeur de subsistance, dont le salaire suffit pour entretenir toute la famille, est donc à la portée – en principe – de la classe ouvrière. Cependant, il est difficile d'affirmer qu'il y a effectivement une diminution de l'apport des femmes mariées aux revenus du ménage entre 1853 et 1891. Les deux enquêtes diffèrent tellement l'une de l'autre que la comparaison n'a guère de sens. Par ailleurs, une recherche détaillée du ministère des Affaires étrangères britannique en 1908 évalue encore cette contribution à 8 %.

D'un autre côté, Armand Julin établit une relation inversée entre l'importance des revenus du mari et la participation de l'épouse au travail salarié, un constat confirmé par les données relatives aux revenus de la classe ouvrière gantoise, rassemblées par le libéral Louis Varlez aux environs de 1900. Plus la rémunération de l'époux est élevée, plus le travail salarié de la femme est modeste et moins sa contribution aux revenus du ménage est importante (tableau 1). La nature du travail féminin varie aussi en fonction de la profession et du revenu masculins : à mesure que ce dernier augmente, les femmes sont plus nombreuses comme exploitantes d'échoppe ou de débit de boisson.

Industrie	Lin	Coton	Métal	Artisanat
Salaire hebdomadaire de l'homme	15,7 fr	18,0 fr	19,6 fr	22,9 fr
Part de la femme aux revenus du ménage	19,8 %	15,4 %	13,1 %	12,3 %
% de femmes ayant un travail salarié	55 %	47 %	43 %	42 %

**Tableau 1.** Travail salarié des femmes mariées et leur contribution aux revenus du ménage (Gand, ca 1900)

La participation des femmes mariées gantoises aux revenus du ménage s'élève en moyenne à 15 %. Dans les régions où les salaires des hommes sont plus élevés et où les possibilités de travail des femmes sont moindres, leur contribution aux revenus du ménage est probablement plus faible que dans une ville textile comme Gand. D'après les quelques données concernant les sources de revenus dans les familles plus aisées, les femmes n'y apportent que peu ou pas de revenus. Mais il faut tenir compte du fait que l'activité professionnelle féminine (et par conséquent le revenu qui en découle), dans cette classe sociale

comme dans d'autres, est généralement mal appréciée et donc sévèrement sous-estimée.

Les données de Louis Varlez font aussi ressortir la variation du travail (salaire) des femmes mariées selon les classes d'âge. La plupart des jeunes femmes de la classe ouvrière gantoise travaillent et perçoivent un salaire, malgré le revenu de leur époux. Elles désinvestissent ensuite le marché du travail au profit du secteur commercial (tableau 2), avec la naissance du premier ou du second enfant. Mais beaucoup d'entre elles n'arrêtent qu'à partir du moment où leurs enfants travaillent à leur tour et peuvent apporter un salaire. Les ouvrières de plus de 40 ans sont une exception sur le marché du travail gantois ; la majorité cherche plutôt un gain supplémentaire dans le petit commerce ou comme exploitante de café modeste.

Âge	21-25	26-30	31-35	36-40	41-45	46-50	51-55	55+
A	29,5 %	24,8 %	18,3 %	12,7 %	8,4 %	7,8 %	3,6 %	2,3 %
B	7,4 %	11,6 %	24,5 %	27,7 %	50,8 %	64,0 %	59,1 %	78,9 %

**Tableau 2.** Contribution des femmes mariées aux revenus du ménage (A) ; pourcentage des femmes mariées commerçantes (café ou magasin) par rapport à l'ensemble des femmes au travail (B) (Gand, 1900)

Ce qui précède concerne le travail et les revenus des femmes mariées dans une famille nucléaire (parents et enfants). Les femmes célibataires, veuves ou séparées, ou se trouvant dans une autre situation familiale, doivent travailler plus, voire même gagner l'intégralité des revenus familiaux. Varlez s'intéresse également au travail et aux revenus de ces femmes et constate qu'à Gand, elles gagnent en moyenne 40 % du revenu total des familles (les 60 % restants provenant du travail de parents, enfants, frères, sœurs, du soutien syndical ou de l'assistance publique). Il y a naturellement aussi des femmes, vivant seules ou non, qui gagnent la totalité des revenus du ménage.

Durant la période 1890-1950, diverses forces sociales tentent de réduire le travail des femmes mariées au profit du modèle de la femme au foyer, surtout durant la crise économique internationale des années 1930 qui incite des politiciens conservateurs, des syndicalistes et le clergé à proposer des mesures pour enrayer le travail féminin, surtout celui des femmes mariées. Mais avec la reprise économique dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les femmes mariées sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur du foyer, augmentant ainsi leur contribution aux revenus domestiques. Le tableau 3 montre les résultats d'études nationales sur le budget familial entre 1928 et 1998. Afin de pouvoir comparer les chiffres, nous avons tenu compte uniquement

de la classe ouvrière. Le pourcentage de femmes mariées travaillant pour un salaire à l'extérieur grimpe de 19 % en 1928 à 51 % en 1998, alors que la contribution aux revenus du ménage passe de 3,7 % à 14,2 %. La proportion de femmes mariées qui exercent un travail salarié augmente moins fort (x 2,7) que leur apport aux revenus du ménage (x 3,8), ce qui peut s'expliquer par la hausse des salaires féminins et par le fait que les femmes mariées ont une carrière plus longue et plus régulière qu'auparavant.

	% de femmes mariées actives	Part prise aux revenus du ménage
1928/1929	19 %	3,7 %
1948/1949	21 %	3,4 %
1961	non disponible	6,1 %
1978/1979	44 %	11,7 %
1997/1998	51 %	14,2 %

**Tableau 3.** Évolution du travail et des revenus des femmes mariées selon les enquêtes de budget, classe ouvrière (années 1920-1990)

L'augmentation du travail des femmes mariées après 1950 n'épouse pas la logique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fondée sur le soutien de famille masculin. En effet, l'augmentation rapide du pouvoir d'achat des travailleurs masculins ne nuit plus au travail féminin. L'évolution des normes de consommation, l'achat de produits de plus en plus coûteux, l'ambition d'acquiescer son habitation et d'offrir des études aux enfants appellent un second revenu. En outre, les besoins importants en main-d'œuvre encouragent le recours au travail des femmes mariées.

Durant la période 1880-1960, la gestion des revenus du ménage est censée reposer sur la sagacité de la femme au foyer. Ce discours (tenu par les gouvernements, l'Église, des médecins et d'autres mouvements conservateurs) constitue le socle idéologique qui appuie l'idéal de la femme au foyer. Si la femme se révèle capable de gérer convenablement le budget du ménage, le salaire du mari sera suffisant, l'harmonie familiale garantie, l'alcoolisme et les désordres sociaux jugulés : en bref, la bonne ménagère résoudra la question sociale. L'enseignement ménager en plein essor depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est censé préparer les filles d'ouvriers à cette tâche. Jusque dans les années 1950, alors que plus de la moitié des dépenses du ménage est destinée à la nourriture, il semble que la femme dispose du contrôle (relatif) des dépenses. Mais ce contrôle diminue au fur et à mesure que d'autres achats prennent de l'importance (confort ménager, voiture, voyage...). À l'aube du





« Le budget de chacun » d'après l'*Album des écoles ménagère*, 1899

XXI<sup>e</sup> siècle, diverses enquêtes étrangères montrent, dans un ménage à deux revenus, trois catégories de dépenses : un budget commun (nourriture, enseignement, transport, habillement, enfants, vacances...), un budget masculin (vêtements, sports, restaurants, temps libre...) et un budget féminin (vêtements, confort ménager, temps libre...), ce dernier variant selon l'importance des revenus féminins.

#### PVdE & PS

Scholliers P., « Family income, needs and mother's wages. A critical survey of working-class budgets inquiries in Belgium 1853-1929 », in Pierenkemper T. (éd.), *Zur Ökonomik des privaten Haushalts*, Francfort-New York, Campus Verlag, 1991, p. 145-181 ; Van den Eeckhout P., « Family income of Ghent working-class families circa 1900 », *Journal of Family History*, 18, 2, 1993, p. 87-110 ; Van den Eeckhout P. et Scholliers P., « The construction of women's paid labor. The Belgian inquiry of 1891 into working-class family budgets », in Guinname T. W., Johnson P. et Nuñez C.E. (éd.), *The microeconomic analysis of the household and the labour market, 1880-1939. Proceedings Twelfth International Economic History Congress*, Séville, Université de Séville, 1998, p. 73-86.

#### ► Familles ; Travail